

LE REPOS DU FAKIR



Débat du 26 mars 2004 à la fenêtre-expo, Ivry-sur-Seine.

Pierre — (*début inaudible*) Beaucoup de parcs où il y avait des lieux abrités, on a retiré les bancs pour ne plus que les SDF se mettent à l'abri, ça se passe à Evry mais c'est aussi général.

Joëlle — Par exemple, place de Faistimberg il y avait quatre bancs...

Isabel — Place Voltaire, y en a deux.

Joëlle — La dernière fois, j'ai mangé un sandwich, assise sur le bord du trottoir. J'aime bien l'endroit, mais ils ont supprimé les bancs. Je pense que le voisinage s'est plaint du bruit.

Stéphane — Dans le film, les lieux qu'on a repérés, ce sont des lieux qui ont des statuts très différents. On pourrait croire que c'est uniquement la RATP ou la municipalité qui déciderait et, en fait, il y a des situations, comme des rebords de vitrine, où ce sont des initiatives privées, des entrées d'immeuble par exemple. On observe un mouvement général qui n'est pas concerté puisque, à aucun moment, il n'y a un parti ou un groupe qui défendrait ce type d'aménagement. De manière non concertée, la société essaye de dépasser la figure du sans-abri, pour des raisons de commodité diverses et c'est l'accumulation de tous ces aménagements qui finit par créer un environnement de plus en plus violent et hostile, et pas

simplement vis-à-vis des SDF puisque ça touche n'importe quel usager de l'espace public. Quelqu'un qui voudrait juste s'asseoir pour manger un sandwich ou discuter avec quelqu'un, une personne âgée qui voudrait se reposer, ou une personne handicapée, ça finit par empiéter sur le droit des personnes à avoir un accès... Les seuls endroits où l'on peut stationner sont des endroits payants. Vous mangez un sandwich, c'est une chose, mais ne serait-ce qu'utiliser des toilettes, il n'y a plus de toilettes publiques. Elles ont existé pendant longtemps et ont été retirées progressivement, ou alors les toilettes sont devenues des services payants. Parallèlement, on a criminalisé le fait de faire ses besoins dans la rue. Aujourd'hui à Paris, on peut recevoir une amende très élevée si on est pris par la police en train d'uriner dans la rue. Ca aussi, c'est une forme de violence. On a aussi observé que les points d'accès à l'eau potable sont de plus en plus rares. Tous ces services qu'on pourrait considérer comme des services minimums de besoins vitaux à assurer deviennent payants ou sont retirés.

Homme (association des bancs...) — C'est aussi malheureusement une volonté de certains riverains parce qu'un banc amène des gens qui font du bruit la nuit, etc. Il y a des gens qui font des pétitions pour enlever les bancs.

Stéphane — Ce sont aussi des initiatives privées, ce ne sont pas uniquement les autorités malveillantes qui voudraient rendre la vie plus difficile pour les gens. C'est un état d'esprit global, c'est tout un tas de microdécisions qui finissent par créer ce type d'environnement.

Gilles — Ce à quoi il faudrait réfléchir, c'est : en quoi c'est réellement efficace ou pas ? Quelle est la volonté d'efficacité dans un truc comme ça ? On se rend compte que les SDF sont dans des espaces comme le métro, notamment en hiver, parce qu'il y a des touristes qui passent et qu'il y fait chaud, par contre ils vont dormir par terre et ça va rendre l'espace plus violent, sans résoudre le problème. Pour résoudre le problème, il faut une solution globale à un problème global. Pour nous, c'est une forme de lâcheté des pouvoirs publics. Ils croient qu'ils vont régler un problème avec des dispositifs comme ça, alors qu'il faut trouver une réponse globale. Un débat comme celui-ci a lieu d'être, pour réfléchir sur : quel espace public veut-on ? Dans quel espace public veut-on vivre aujourd'hui ou demain ? On pourrait parler de : d'où vient l'aspiration de ce type de dispositif, en prenant l'exemple de Los Angeles. Un livre est sorti, qui s'appelle « La Cité de quartz » où l'on voit le futur de ce que pourrait devenir l'espace public, une privatisation totale de l'espace public et la ségrégation complète entre les riches et les pauvres dans l'espace public, c'est-à-dire des quartiers privés où il faut rentrer avec un vigile.

Stéphane — A la sortie, on va vous distribuer un petit recueil de textes, dont l'un d'eux décrit la situation à Los Angeles sur le mobilier urbain ou

des poubelles de restaurant qui sont munies de grillage ou de pics pour empêcher un SDF d'avoir accès à des arêtes de poisson, etc. car ils ont peur d'attirer des gens, ou alors des procédés d'arrosage automatique le soir qui sont mis en place dans les parcs pour empêcher les gens de s'y installer pour dormir.

Pierre — C'est vraiment calculé à des heures où celui qui est à la rue ne peut aller nulle part, c'est-à-dire entre 3 et 4 heures du matin, dans l'Île Saint-Louis par exemple. Lorsque vous parlez de Los Angeles, des quartiers privés, au niveau de l'urbanisme, on y arrive de plus en plus. Regardez nos cités, il faut passer un sas, puis un second. On met des grilles, des barres, des codes. On arrive donc au système américain.

Joëlle — Sur le fait de dormir dans la rue, quand on lit London, « Le peuple d'en bas », à Londres au début du siècle, on n'avait pas le droit de dormir dans la rue et je ne sais pas si la situation a changé. Les SDF étaient réduits à errer toute la nuit. Ils arrivent à dormir le jour et, la nuit, il est interdit de s'arrêter, de s'asseoir, de stationner dans la rue. Cette situation n'est pas récente, c'est quelque chose qui a toujours existé dans les villes.

Stéphane — On observe qu'il y a une débauche de moyens mis en œuvre pour inventer des mobiliers nouveaux. Ça coûte de l'argent, ça coûte de l'inventivité et ça coûte également du discours. On s'aperçoit que ces nouveaux aménagements de design ne sont jamais défendus comme étant des aménagements anti-SDF. On a eu accès à des documents de la RATP, des documents internes qui émanaient des services de marketing. Il faut savoir qu'à la RATP, le design est lié au marketing. Ils ont développé tout un discours particulièrement comique, très positif, où on glorifie le nouvel usager de la RATP qui est, soi-disant, un nomade urbain. C'est assez paradoxal car, tout d'un coup, on va glorifier l'image du citoyen moderne : jeune, qui surfe sur tous les outils de la nouvelle technologie, qui ne s'arrête nulle part, qui se pose partout. En creux, on voit bien que celui que l'on désigne ce n'est pas du tout le nomade moderne, mais le vrai nomade sale qu'on ne veut plus voir dans le métro et qu'on empêche de stationner, dont on rêverait qu'il évacue le métro parce qu'il n'aurait aucun moyen de s'asseoir ou d'avoir accès à l'eau, ou à n'importe quel service dans l'espace public. C'est une forme, pour nous, de sadisme social. Je pense même que les gens ne sont pas totalement conscients de ce qu'ils font. Ils se déchargent les uns sur les autres. Le designer répond à un ordre qui lui est donné par la RATP et il n'a jamais l'impression d'avoir vraiment conçu un mobilier anti-SDF, c'est toujours détourné. C'est la même chose pour les jardins japonais, les espèces de compositions de pierres et de cactus que l'on voit dans les entrées des immeubles. Il y a une volonté d'esthétiser une décision qui ne veut pas véritablement dire son nom, c'est-à-dire d'empêcher des regroupements dans des endroits, des sortes d'abris naturels qui s'offrent dans la

ville. Il y a une sorte de schizophrénie de la société. C'est un peu ça qu'on voulait montrer, une sorte de terrorisme mais soft. On est tous un peu des tortionnaires mais comme personne ne se l'avoue, finalement, ça passe et c'est le problème de personne, donc chacun fait sa petite installation dans son coin. Au final, on a un environnement qui devient un environnement de torture pour quelqu'un qui est obligé de vivre dans la rue, ce qui est déjà une violence.

Philippe R — Grâce à l'humour, vous arrivez ce soir à sensibiliser une cinquantaine de personnes. Si on part du principe que les gens qui prennent le métro tous les jours sont devenus peu à peu inconscients de ce que vous êtes en train de dire, est-ce qu'on ne peut pas aller sur ces lieux et faire un peu ce qui se passe ce soir pour réveiller un peu plus de monde.

Isabel — On a édité un livre qui est tiré à 4 500 exemplaires. L'association peut vous en donner, je vous engage à le diffuser. Si c'est économique et court, c'est justement pour que ce soit le plus diffusé. Ici, ça a été diffusé trois fois.

Gilles — Tout est à inventer pour dénoncer ces dispositifs et proposer d'autres formes de design, d'autres formes d'aménagement. Il y a un combat légal à mener pour réclamer la gratuité de l'accès à l'eau, aux toilettes publiques, aux bancs. C'est un combat légal de réclamer la convivialité dans l'espace public, un espace public humain et un espace public où des rencontres fortuites peuvent se faire. C'est un combat légal à mener, éventuellement même avec des juristes sur des formes de jurisprudence par rapport à des SDF qui auraient été délogés de certains endroits alors qu'ils ne gênaient personne, etc. Il y a un travail de jurisprudence à mener. Ensuite, « Monsieur est comédien », pourquoi ne pas imaginer des formes d'intervention un peu situationniste dans la ville où, tout d'un coup, on s'assiérait sur les pics mais de manière drôle, un peu sous forme théâtrale, pour sensibiliser les gens.

Philippe R — On peut aussi dresser son hamac dans une station de métro pour attirer un peu de monde.

Joëlle — Comment on réagit les gens ?

Stéphane — L'indifférence, mais en ce qui concerne la police, ils n'étaient pas forcément au courant du sujet du film, il n'y avait aucune raison qu'ils s'attaquent particulièrement à ce type de projet. En revanche, ce qui est interdit c'est de prendre des images dans la rue. Dès qu'on sort une caméra dans un lieu public, là, c'est très protégé. Sous couvert de protéger la vie privée des gens, là on a tout de suite droit à des policiers qui viennent nous questionner, nous demander des autorisations. Normalement, nous

n'avons pas besoin d'autorisation, en filmant comme on l'a fait, c'est-à-dire avec une petite caméra vidéo. Malgré tout, on est systématiquement interpellé par la police quand on est en train de filmer dans la rue.

Gilles — On a dit qu'on était des étudiants, ça marche très bien !

Gérard B — Ce que vous avez dit tout à l'heure sur la naïveté des designers est complètement faux, ils savent exactement ce qu'ils font. Ils le font très bien et s'ils le font très bien c'est parce qu'ils savent exactement ce qu'il faut cacher et ils le cachent fort bien. Ils sont payés pour ça, ce ne sont pas des imbéciles, ils font des analyses de programme, ce ne sont pas des petits artistes...

Stéphane — Il y a une mauvaise conscience de leur part qui les pousse à développer des tactiques de communication qui doivent être très onéreuses, car toute cette histoire du nouveau nomade urbain, c'est quelque chose qui a vraiment fait fureur dans toutes les agences de communication, qui s'occupaient de l'espace public. Il y a une débauche de publications, de textes, d'études qui sont menées. Même dans les documents internes, qui ne sont pas destinés au public, c'est là qu'il y a quelque chose de schizophrénique. Dans une assemblée à la direction de la RATP, où la direction de la communication et du marketing propose son projet, ils ne disent pas : « voilà, on a trouvé la solution pour faire partir les SDF », ils disent : « on a tracé le profil du nouvel usager de la RATP, c'est quelqu'un de jeune, moderne, c'est un artiste, c'est quelqu'un qui joue de la guitare et qui a besoin d'être dans une nouvelle position très moderne, qui est la position assis-debout ». Ils développent tout cet argumentaire.

Gérard B — C'est le cas de n'importe quelle entreprise. Vous allez à EDF, les ingénieurs EDF sont persuadés que c'est très bien ce qu'ils font, alors que ce sont des escrocs. On fait en sorte qu'ils ne s'en rendent pas compte, sinon ils ne le feraient pas.

Edouard — Il y a une question qu'il faut se poser et se poser à nous-mêmes : à quoi sert l'espace public ? à quoi sert la rue ? La première idée qui nous vient, quand on se pose cette question, c'est que ça sert à circuler.

Isabel — À déambuler. Pourquoi circuler ?

Edouard — Je pense que c'est une idée contre laquelle il faut lutter. Bien sûr, la rue sert à circuler, mais elle peut avoir des quantités d'autres fonctions. Là, où je ne suis pas d'accord avec Gérard, c'est que je pense que les designers de la RATP ont parfaitement digéré cette espèce de fond culturel qui est que la rue sert à circuler. Depuis 50 ans d'histoire de l'urbanisme pousse dans ce sens-là. Une des choses à faire, c'est de lutter contre cette

idée. Il suffit de regarder la place Voltaire. Qu'est-ce qu'on peut faire place Voltaire, sinon circuler ?

Elisabeth — Il y a quelque chose qui m'a frappée, d'un côté, on a la volonté d'exclure les indésirables, mais ce qui est grave aussi c'est de faire en sorte que les gens ne communiquent plus. Dans la petite brochure, on voit des sièges dos-à-dos et des sièges très espacés. Effectivement c'est aussi une volonté de ne pas avoir la tentation de laisser passer un métro en discutant avec son voisin, on est là pour circuler. Éventuellement, si on est très fatigué, que le métro n'arrive pas, on a de temps en temps un petit truc pour se reposer. Par exemple au MK2, ils ont fait des sièges où l'on peut se rapprocher, où les amoureux peuvent se coller, comme si c'était un besoin d'être les uns contre les autres. Dans l'espace public, c'est le contraire. Il n'y a pas simplement l'exclusion et c'est vraiment grave.

Gilles — Ça participe à la schizophrénie dont parlait Stéphane. On est une société où l'on sait qu'on est atomisé, on sait qu'il y a de moins en moins d'initiatives collectives et, en même temps, ce genre de design contribue à séparer les corps, à individualiser les corps alors que des rencontres fortuites peuvent se faire aussi dans des espaces où on peut arriver à communiquer, à se rapprocher, etc.

Femme — À la fois dans le métro, il y a cet aspect où l'on est tout seul, surtout à Nation, mais à la fois dans le métro, il y a des SDF dans les endroits où il y a quatre places, où on est très serrés, c'est presque contradictoire. C'est comme si dans un endroit, sur le quai, on se donnait ces moyens-là et comme si dans le métro, il n'y avait presque plus besoin de ces moyens et on est les uns sur les autres aux heures de pointe.

Gilles — Ce qui se joue aussi, c'est l'image de la ville. On a remarqué que beaucoup de ces bancs sont des endroits stratégiques, où il y a des touristes qui passent : Concorde, Madeleine, les fameuses pointes à humains devant les grands magasins à Opéra. Ce sont des endroits où la ville se donne à voir et c'est aussi un objectif de représentation propre ou nette de la ville. Cela participe de cette image, à cette volonté de donner une certaine image de la ville. On a étudié les cahiers des charges des stations de métro où ils parlent de netteté, la station doit être nette.

Stéphane — La RATP, depuis les années quatre-vingt-dix, veut bénéficier de la norme française (NF) qu'on trouve sur la plupart des produits commercialisés, à condition de remplir un cahier des charges particulier, basé sur un certain nombre de critères. Ils évaluent la capacité de la RATP à répondre à ces critères en questionnant les gens. Il y a quatre ou cinq questions, c'est le fait qu'il y ait au moins 80 % des escaliers mécaniques qui fonctionnent ; que l'accueil dans les stations soit sympathique ou

efficace, etc. Parmi tous ces critères, il y a critère assez flou, qui est : est-ce que vous avez le sentiment que la station est nette ? C'est ce mot qui m'a frappé, ce concept de netteté qui n'est pas celui de propreté. J'imagine que les initiatives qui sont prises à la RATP pour évacuer les SDF, c'est aussi pour remplir ce contrat par rapport à l'usager, ce contrat de netteté entre guillemets. Là, c'est assez grave car, encore une fois, il y a une sorte de dérive de l'hygiénisme sur un terrain social, où la pauvreté deviendrait une sorte de saleté, dans le sens hygiénique du terme. On aurait le sentiment qu'une station est sale parce qu'on y verrait trop de pauvres. C'est l'un des biais par lequel se développe ce type de mobilier design, c'est-à-dire combattre la pauvreté pour rendre la station plus belle à voir, plus propre socialement. C'est pour cela que je parle d'inconscient car je ne pense pas que les gens qui prennent ce type de décision soient vraiment conscients de toutes les implications de ce type de démarche. Dans cette sorte d'inconscient, il y a quelque chose qui se développe et qui est assez dangereux et qui est ce concept d'hygiène sociale, d'hygiénisme social, c'est-à-dire qu'il faut évacuer du paysage le SDF. Mais le SDF, par définition, son lieu de vie, c'est l'espace public puisqu'il n'a plus d'espace privé. S'il ne peut pas se réfugier dans l'espace public, où est-ce qu'il peut se réfugier ailleurs que dans la disparition totale. En sous-couche, il y a quelque chose d'extrêmement violent et d'extrêmement grave qui se passe, sans qu'on en ait vraiment conscience.

Femme — Donc ces designers, les gens du marketing en sont conscients.

Stéphane — Non, ils n'en ont pas vraiment conscience. Ils disent : « ce n'est pas à nous, RATP, de recueillir les SDF ».

Isabel — Tous les grands designers travaillent pour la RATP, comme Decault qui est quand même un déni de l'espace public. Ce sont les plus grands prestataires de l'espace public et ce sont des ennemis de l'espace public. C'est comme Galek qui raconte le patrimoine, que ce soit à Paris, au Portugal et maintenant à New York, c'est fou de parler de patrimoine avec le même signe.

Femme — Il faut avoir en tête que tes préoccupations ne se rejoignent pas avec ces personnes qui conçoivent ce mobilier. Leur problème n'est pas par rapport à cet inconscient dont ils n'auraient pas conscience, on est dans une histoire de fric. Il y a une commande, un objectif et on répond à la commande. Je ne suis pas sûre qu'il y ait ce souci de l'inconscient, etc.

Naf — À mon avis, le cahier des charges fourni au design et au fabricant du mobilier urbain est très clair. On leur dit : « il faut fabriquer quelque chose qui soit beau et qui empêcherait le SDF de se coucher correctement, d'avoir au mal au dos ». Ca, c'est clair. Ce qui est pernicieux dans la

démarche, c'est que la masse qui va passer devant le mobilier urbain, 80 % des gens vont avoir la même réaction, à savoir : quel beau banc, et non de dire : le SDF comment il va pouvoir se coucher dessus ?

Stéphane — C'est la première impression parce que, quand on s'aperçoit qu'on ne peut pas s'asseoir sur ce banc, car l'assise est réduite de moitié, on se dit : qu'est-ce qu'il est inconfortable ce banc.

Naf — Dans le court-métrage, si on visionnait uniquement le mobilier urbain sans le fakir qui essaie de se tortiller pour se coucher dessus, pour certains, on dirait : quel beau mobilier, on ne penserait pas : comment on va se coucher dessus ?

Homme — Dans les exemples que vous présentez, il y en a beaucoup qui datent des années soixante-dix. Depuis tout à l'heure, on fait comme si c'était quelque chose de très récent, mais ça a au moins une trentaine d'années.

Stéphane — Ce n'est pas nouveau, mais ça évolue. Les bancs, avec une espèce de position assis-debout, ont été créés à la fin des années quatre-vingt. Ensuite il y a eu un nouveau projet qui s'est appelé « r e n o u - v e a u du métro », avec une tentative de retour au patrimoine du métro. Ils ont ressorti le mobilier qui existait au départ dans le métro, c'est-à-dire des très longs bancs en bois qui avaient été faits sur le modèle des bancs publics sur le trottoir et qui courraient tout le long du quai. Ils ont décidé de ressortir ce banc car ils trouvaient que le matériau renvoyait à l'histoire du métro et qu'il était convivial, etc. Un cabinet de design, Godin, a élaboré le retour de ce banc en le modernisant un peu. Ils ont défendu les facultés du banc qui donnait plus de liberté aux gens dans la manière de s'asseoir, de se regrouper, etc. Ils faisaient même une référence à George Brassens, à la chanson « Sur les bancs publics ». Ils étaient en pleine euphorie jusqu'au moment où ils se sont rendu compte que les SDF pourraient de nouveau s'allonger. La RATP a dit : « les bancs c'est très bien, mais il va falloir mettre des accoudoirs ». Là, c'est la fin des années quatre-vingt-dix. Le problème a commencé à apparaître effectivement dans les années soixante-dix. D'ailleurs le service marketing de la RATP a été créé dans les années soixante-dix, en même temps que le service design. Ce sont des préoccupations qui sont montées en même temps, mais elles n'évoluent pas d'une manière positive, elles vont au contraire en s'aggravant.

Pierre — J'ai l'impression que, dans les années quatre-vingt, ces bancs séparés, totalement inconfortables, ont commencé à apparaître et. Quand je m'intéressais à ce problème par rapport au coût, on s'est rendu compte, avec un ami, qu'ils se basaient sur le système des Fast-Food pour que le client ne reste pas plus de 7 minutes, c'est-à-dire que ce ne soit confortable que pour 7 minutes. Tous les bancs de ces Fast-Food sont calculés de cette

façon. La RATP a saisi ce concept et lui a donné comme sujet d'étude ce système. Le problème a été le coût. Si cela a freiné ce n'était pas leur envie de virer les SDF mais tout simplement car ça coûte du fric, c'est-à-dire 20 % du budget de la RATP.

Nathalie — Vous avez parlé de l'objectif de netteté. Il y a un autre objectif, souvent mis en avant, même si on demande des autorisations pour intervenir dans l'espace public, c'est la sécurité. Ce qui est détesté, c'est le stationnement et le regroupement d'individus, pour des questions de sécurité. Ils ont peur qu'ils se droguent, qu'ils boivent, qu'ils créent des problèmes de sécurité. Ce qui est amusant dans le film, c'est qu'on voyait que les bancs étaient bien séparés, mais ce qui m'a frappée c'est aussi les immeubles avec des jardins de pierrailles. En fait, on pourrait dire que ces jardins sont difficiles à nettoyer, n'étant pas des surfaces lisses. Dans cet aspect du design de jardin, c'est plus encore la sécurité qui est l'objectif plus que la netteté. On ne peut pas stationner, c'est le bruit, le drogué et les alcooliques qui sont rejetés. Les gens qui pourraient avoir envie de discuter ne peuvent plus.

Gilles — Le discours sécuritaire, on sait bien ce que ça donne au niveau politique, c'est une manière de faire croire aux citoyens qu'ils vont pouvoir trouver la tranquillité car on aura éliminé tous les jeunes, tous les SDF et après, on sera en sécurité. Mais on les met où ? Qu'est-ce qui se passe quand ils sortent de prison ? C'est particulièrement intéressant car le département de police de Los Angeles emploie le terme de sécurité à tout va pour recruter des vigiles dans les quartiers privés, etc. On voit que c'est une forme de propagande pour transformer l'espace public et justifier n'importe quoi dans l'espace public. On le voit aussi dans la demande des riverains : on veut être tranquille, enlevez-nous le banc. Est-ce que le politique doit céder face aux riverains ? Est-ce qu'il ne doit pas, au contraire, établir un dialogue avec les riverains, sur : qu'est-ce que c'est que l'espace public devant chez eux ? Pourquoi voulez-vous enlever le banc ?

Homme (paysagiste) — Sur les entrées des halls d'immeubles, dans les immeubles des années soixante-dix, si on reprend l'histoire de ces entrées immeubles, il y avait des bacs avec des vrais végétaux et de la terre. Étant donné la difficulté de l'entretien de ces jardinières, ce n'est pas forcément des questions de pognon, mais ce sont des choses qui sont abritées de la pluie, qui crèvent tout de suite et qui nécessitent beaucoup plus d'entretien qu'un jardin de pleine terre qui prend la pluie. Il a fallu trouver des solutions pour y remédier et fabriquer des espèces de natures mortes qui sont assez tristes. Je ne sais pas si à l'époque l'objectif était véritablement la sécurité, l'interdiction de s'asseoir, de s'allonger, c'était plus un souci esthétique pour palier à une erreur de conception ou des problèmes de gestion. On parlait beaucoup du métro tout à l'heure, je pense qu'à peu près 80 % des sièges du métro sont particulièrement confortables. Je ne sais pas quel est le designer qui a

dessiné ces coques, qui sont vraiment des standards et qui sont célèbres dans le monde et qui sont quasiment une perfection d'ergonomie.

Stéphane — C'est un siège, créé par Motte, qui date d'avant le problème du SDF et qui commence à apparaître début des années quatre-vingt, pour la RATP. Ce siège qui est très confortable a été critiqué à ce moment-là car il avait été conçu pour être posé sur des banquettes en béton. Ces banquettes permettaient aux SDF de s'allonger derrière les sièges.

Gilles — Dans les années quatre-vingt, il y avait un espace entre le siège et le mur. Les SDF se mettaient systématiquement derrière les sièges ce qui leur faisait un paravent et les protégeaient, en leur donnant un peu une intimité par rapport aux gens. Donc ils ont d'abord réduit l'assise, ils ont mis les sièges contre les murs. Ils ont vu que les gens arrivaient quand même à se coucher dessus, du coup ils ont supprimé la banquette et ils les ont mis sur pied et après ils les ont espacés. Dans leur livre, il y a un exemple extrême c'est la station Étienne-Marcel où il y a un siège devant chaque affiche, donc séparé de 4 mètres.

Stéphane — Ce n'est pas pour critiquer l'ensemble du design, le design n'est pas par nature tortionnaire, il y a eu des formes créées qui étaient ergonomiques, belles, pratiques, etc. Là, ce n'est pas le design qu'on attaque, c'est une sorte de conception d'aménagement de l'espace public global, qui prend des formes différentes, parfois des formes ultra-design qui cachent leur vraie fonction derrière des discours marketing sur le nouveau nomade urbain, etc. Parfois derrière des jardins de pierres, des natures mortes, se cache un argument un peu esthétique et aussi d'entretien, etc. Mais il y a toujours des doubles langages. À part les pics qui sont la forme la plus violente et la plus explicite, c'est-à-dire les pics à humains devant les vitrines...

Gilles — On ne les voit pas forcément, c'est assez discret.

Stéphane — Oui, mais quand on s'aperçoit de leur présence, on ne peut pas les rater. C'est souvent des endroits où l'on aurait naturellement envie de s'asseoir, car c'est près d'arrêts de bus et là, on ne peut pas les oublier et là ils ne peuvent pas se cacher derrière un argument esthétique.

Homme (paysagiste) — Il faut peut-être faire la part des choses entre les différents statuts de l'espace public, qui sont des choix clairement politiques. L'espace collectif ou l'espace privé d'une devanture, d'une vitrine, qui a beau donner sur l'espace public, mais qui appartient quand même à un privé qui a d'autres préoccupations que le bien-être de la population, c'est clairement l'aspect marketing qui prime. L'espace d'intérêt public, c'est celui de la RATP. Les halls d'entrée d'immeuble, c'est de l'espace collectif privé. Dans chacun de ces statuts, l'ampleur des dégâts est...

Stéphane — Ce sont des endroits qui ont des statuts très différents. Parfois c'est la voie publique qui relève normalement des pouvoirs publics, mais il y a également ces devantures de vitrines, ces halls d'immeubles qui, même s'ils relèvent d'endroits plus privés, participent au paysage de l'espace public. Ce sont des endroits qu'on traverse, des endroits où l'on est amené à se poser, ce sont des endroits qui deviennent blessants. On comprend la motivation mais c'est la multiplication de toutes ces initiatives privées qui crée un environnement global qui pose questions et pas sur un point particulier. On comprendra très bien pourquoi la boutique Lancel à Opéra a mis des pics devant sa vitrine. Elle veut avoir une vitrine de luxe magnifique, elle ne veut pas avoir un clochard qui mange son sandwich ou même des touristes agglutinés. Qu'est-ce que ça veut dire après, dans sa responsabilité, par rapport à l'aménagement de l'espace public car il est quand même responsable de sa vitrine ?

Homme (paysagiste) — C'est beaucoup plus grave quand c'est la municipalité qui arrache deux bancs publics place?? plutôt que quand c'est la boutique Lancel qui met des pics.

Joëlle — C'est suite à la pression des riverains. C'est pareil, c'est suite à un problème privé.

Isabel — Place Voltaire, ça fait 10 ans qu'on demande deux bancs. On s'est battu très fort pendant 2 ans et on en a obtenu deux. Après on a abandonné. On pensait que la Médiathèque allait aménager cette place et on y a planté trois plantes merdeuses, on nous a mis des poubelles. Que le métro, entreprise semi-publique, n'ait pas envie d'avoir des pauvres, après tout, on peut peut-être encore trouver une raison. Mais que les villes, de Droite ou de Gauche, utilisent les mêmes techniques d'aménagement des espaces publics, là, ça commence à me choquer. Le jour où l'on verra une différence entre un trottoir d'une ville de Droite et un trottoir d'une ville de Gauche, avec une politique urbaine, ça, ça m'intéresserait. Nous, on a la chance d'avoir des jardins ouverts, on les conserve dans notre ville de Gauche. Par contre, au niveau de l'aménagement des espaces, si on prend notre quartier, on nous a fermé un passage public, qui était une voie qui appartenait à la mairie, sur la pression de locataires. On a la fermeture sur la place d'une entrée de parking, on ne sait pas pourquoi. On sait combien ça a coûté, mais on ne sait pas pourquoi. C'est de la fausse sécurité et tout cela crée de l'insécurité. Moi j'ai été mère de famille de petit enfant, je peux dire que le métro était un enfer de tous les jours entre la poussette qui ne passe pas dans le tourniquet, etc. Pourquoi le métro n'est pas gratuit ? Pourquoi le métro ne serait pas un vrai service public civique qui permettrait d'apprendre à vivre ensemble, d'apprendre la solidarité ? Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas inventer cette utopie. À chaque fois que je vois ce film,

je pense à : tous les samedis, je vais à Carrefour et avant je faisais un chèque, on me demandait ma pièce d'identité. J'ai fait des études de comptabilité et c'est illégal. Tous les samedis, tu as 10 millions de pékins qui montrent ses papiers. Quand on accepte de montrer ses papiers parce qu'on consomme toutes les semaines... Depuis 15 ans, je fais mes courses à Carrefour et pendant 10 ans j'ai filé mes papiers d'identité, en l'acceptant. Quand est-ce qu'on va se lever et qu'on va se réveiller pour refuser tout ça ? Sur ce détail d'esthétique où on a mal au cul, surtout Gilles qui a donné beaucoup de lui-même... Je ne suis pas d'accord avec l'histoire des designers parce qu'on ne peut pas enlever la forme du sens, etc. Là, il y a un enjeu politique de se battre pour avoir plus de bancs chez soi, quitte en effet à avoir plus de jeunes qui font du bruit, de toute manière on les a, ça ne va pas nous changer grand-chose car, dès qu'un espace est vide, il est occupé. Il faut voir comment on peut arriver à recréer des espaces de liens qui nous regroupent et qui font qu'on arrête d'accepter des choses qui sont inacceptables. Ce film m'intéresse dans sa joie de vivre et son humour. Après la psychologie des designers à la RATP, je suis un peu plus sceptique.

Stéphane — Je montre comment ça se passe. Sans aller très loin dans l'utopie de l'espace public, on pourrait au moins réclamer un retour à un certain nombre de services minimums, qui seraient l'accès à des toilettes gratuites dans l'espace public. Ça ne paraît pas incroyable de le réclamer. Et puis l'accès à l'eau potable et peut-être établir une distance minimale entre deux bancs dans l'espace public, par égard aux personnes âgées, aux personnes handicapées ou à mobilité réduite. D'ailleurs, il y a une norme qui existe et qui fixe cette distance à 200 mètres. J'ai trouvé le texte en question et je serais assez curieux de pouvoir vérifier si cette norme est appliquée dans les villes aujourd'hui.

Homme — Pour faire rêver un peu l'assemblée, les Anglais ont une politique de bancs urbains assez généreuse, les gens offrent gratuitement un banc dans les endroits qu'ils aiment bien, de façon à pouvoir eux-mêmes profiter du spectacle d'un parc, etc. Ils offrent au public leur banc et c'est très typique à Londres, d'ailleurs on y met son nom.

Joëlle — Mais il y a un policier qui vient la nuit déloger le SDF qui se couche dessus.

Gilles — Je voudrais vous citer un projet qui s'appelle « La balise urbaine », ce projet a été monté par une école d'architecture pour créer un équipement d'urgence pour les populations à la rue.

Joëlle — Je trouve ça assez pervers dans un sens. Il y a une quinzaine d'années beaucoup de designers ont travaillé sur l'équipement de survie du

SDF. Je ne sais pas si c'est bien ou pas parce que ça veut dire qu'on entérine cette situation.

Stéphane — Pour ce qui concerne l'eau potable et les sanitaires, on n'est pas dans l'équipement de survie.

Gilles — J'ai essayé d'étudier ça à fond pour comprendre et ça a été très critiqué et à juste titre. Ce qui est intéressant de voir, c'est : est-ce qu'un équipement, même s'il est très bien adapté à un besoin, peut répondre à un problème global ? Pour moi, non. Dans ce propos, il y a eu un appel à candidatures et ils ont mélangé deux types de public. Ils ont dit : on va faire un équipement pour les nomades urbains, les gens qui ont beaucoup de transport, qui travaillent dans une banlieue, qui ont besoin d'une consigne, etc. et en même temps pour les sans-abri. À la base, la question était mal posée. Par rapport aux réponses, un groupe de jeunes architectes a proposé un projet disant : la balise se propose comme un service, mais elle ne peut pas résoudre le problème qui est beaucoup plus global. On ne peut pas faire l'économie d'un travail social, on ne peut pas faire l'économie de nouvelles formes de solidarité, de créations de lieux, de construction, de mixité des espaces, etc. Pour moi, leur réponse est vraiment exemplaire. Est-ce qu'on va créer un équipement pour résoudre... Le danger, c'est que les pouvoirs publics disent : on a résolu le problème des SDF puisqu'on a créé ces balises. C'est en répondant de manière globale que l'on va commencer à apporter des solutions. Ça se retrouve aussi dans le travail de Patrick Declerc qui s'appelle « Les Naufragés », un livre remarquable où il dit : face à la grande désocialisation des sans-abri, on ne peut pas répondre, même en donnant des stages aux gens pour qu'ils retrouvent directement du travail, c'est plutôt un travail d'accompagnement, un travail psychologique, un travail d'écoute, un travail très différent de celui que propose la société actuellement qui est : sois rentable, redeviens rentable tout de suite. Ce n'est pas possible pour une partie de la population SDF.

Edouard — Il y a également un très beau passage où il explique la difficulté pour les SDF du fait du manque de sanitaire, de l'obligation de se cacher. Tout cela est très bien écrit et très intéressant.

Gilles — Sur la violence de l'espace public.

Isabel — C'est un début de travail, ils préparent la suite.

Gilles — On va vous montrer des diapos sur un autre espace public, traité exactement de la même façon, sur une Faculté. C'est pour vous montrer qu'on peut aussi essayer de transformer une université uniquement en lieu de passage, pour ce qui est des espaces collectifs.

Isabel — Tous les Ministres de l'Éducation nationale qui se suivent trouvent qu'il faut faire de la citoyenneté, civiliser les jeunes et leur apprendre à vivre ensemble. Ce que je trouve très intéressant c'est qu'un lieu d'éducation est fait sur le même type qu'un lieu de circulation.

Gilles (diapos) — Une étudiante nous a raconté son expérience. Cette partie est complètement resserrée, ce qui fait que les étudiants à la sortie des cours sont obligés de circuler car le flux des étudiants les empêche de rester. C'est une sorte de goulée d'étranglement à l'entrée de la Fac. Les étudiants malgré ça s'y installent. C'est la Fac de Tolbiac dans le XIII^e. C'est une autre vue avec l'entrée réduite. Il y a un travail après sur la lumière à l'intérieur. En fait, il n'y a pas de lumière. C'est très sombre et il n'y a aucun espace pour s'asseoir. La cafétéria aux heures creuses et aux heures pleines. Il y a juste un rebord le long du mur pour poser le gobelet. On voit que les gens s'assoient malgré tout par terre. Là, c'est l'espace d'accès aux cours. Cette Fac a été construite dans les années soixante-dix. Elle a été inaugurée par Mitterrand en 1986. L'esthétique de la Fac, c'est l'esthétique parking. On est dans des espaces particulièrement anonymes. L'idée c'est que, après 68, on ne doit plus se regrouper dans les Facs, c'est fini. Voilà un espace avec des sièges que j'ai finalement trouvés, avec un éclairage et des vitres dépolis qui donnent un aspect particulièrement lugubre. Malgré tout, les étudiants sont quand même joyeux. Il faudrait aussi visiter la Fac Pasqua à Nanterre, qui est encore plus récent dans l'esprit de non-regroupement dans l'espace collectif. Charlotte m'a raconté ce soir que, malgré tout, les étudiants occupaient l'espace de la Fac, descendaient des tables et des chaises des amphis et arrivaient quand même à bloquer la Fac quinze jours à trois semaines et à réellement communiquer. Tout espoir n'est pas perdu.

Homme — Ces architectes s'appellent Andro et (?), et ce ne sont pas des nullards. Il faudrait aller les voir et leur demander exactement quel était le programme, pourquoi ils ont fait ça. Si ça se trouve la cafétéria a été aménagée après. Je prends leur défense, c'est un peu cruel.

Isabel — Je suis désolée de dénoncer la ville où je vis et où j'adore vivre, mais tu vas juste en face, il y a un monsieur qui s'appelle Jean Renaudi et qui a fait une architecture pour se rencontrer, pour déambuler, pour rêver, etc. Aujourd'hui, toutes les portes sont fermées, tu ne circules plus. Les passages ont été obstrués parce qu'à un moment donné les gens s'y regroupaient, alors on a fermé et maintenant ils se regroupent un peu plus loin. Ça ne solutionne rien. J'ai l'impression que, plus on prend le risque de l'autre, plus on solutionne le problème. À force de ne pas prendre le risque de l'autre, je pense qu'on va arriver à se violenter de plus en plus soi-même. Ça se vérifie d'ailleurs. Dans les espaces, quand on voit les gens marcher... À Ne Pas Plier, on fait des chemins de randonnée urbains, on essaie de poser des questions un peu subjectives, pas très scientifiques.

Quand on arrive dans une cité, et je pense particulièrement au « Cru de l'amical » où on était très nombreux, on arrivait avec un autobus de la RATP rhabillé, etc. On se rendait compte que le fait de changer les habitudes, tout d'un coup, il y avait 90 personnes aux fenêtres, en disant : y a la RATP, super on va avoir une ligne de Bus devant chez nous. Et puis ça faisait poser plein de questions et ça se passait super bien. Plus on est dans le risque de l'autre, plus on solutionne les problèmes. Le SDF qui vivait à côté de la boîte postale ne faisait chier personne, pas plus que le monsieur qui habite juste à côté des impôts. Tant qu'il est visible, c'est bien.

Janine — Ici, on n'a pas une impression d'une ville de SDF. Moi dans mon quartier, dans le 13^e, il y a énormément de centres sociaux. Il y a des réunions de quartiers, chaque fois les gens réclament la suppression des bancs. Tous les midis, 500 repas sont servis au centre social et c'est la même chose le soir. Je ne te parle pas de « La Mie de Pain » et autres. Chez nous, au long sillon, on va couper l'espace en demandant que ça ressemble au chemin qu'on appelle « du théâtre » parce que les gens ont des problèmes avec les motos, les mobylettes et il y a des gosses blessés. Ils veulent mettre des barrières pour couper cet espace, pour ressembler à l'allée du théâtre. C'est un problème, les coins deviennent des pissotières. Tous les beaux espaces faits par les architectes deviennent des pissotières parce que tout n'a pas été fini d'aménager.

Isabel — Je me refuse de penser qu'il n'y a pas de solution heureuse à ce genre de problème. On a eu un souci, c'est qu'on avait du tir aux buts devant nos carreaux, on a trouvé une idée de bacs à fleurs et ça a solutionné le problème. Par rapport aux circulations de Renaudi, René??, ils ont trouvé des solutions par rapport à ces nouveaux usages. À un moment donné, on a demandé à Gérard Paris Clavel de travailler sur les récupérateurs de seringues de toxicos à Beaubourg. On les mettait au rez-de-chaussée parce qu'au premier étage il n'y a pas de toxicos. Ça veut dire que les gens qui vont voir des expositions à Beaubourg, ils ne se piquent pas. Au rez-de-chaussée, il y a des SDF, donc on va leur mettre des récupérateurs de seringues. Mais les gens de la culture, ils ne se piquent pas, il n'y avait pas besoin de récupérateurs de seringues. On est dans un usage de l'espace public qui est surréaliste. Ici, ils ont voulu fermer le parking car, soi-disant, il y avait des toxicos qui se piquaient et les toxicos n'ont pas de permis de conduire, ils n'ont pas de voiture aussi. C'est une vision complètement idiote, le problème n'est pas là.

Édouard — L'espace public est un espace partagé. Comme toujours les espaces partagés posent des problèmes. On peut remonter au XVIII^e siècle quand on regarde les conseils municipaux...

Fin de l'enregistrement